

LES PROJETS DE KOEN GEENS, MINISTRE DES FINANCES

«La stabilité politique sera **cruciale** pour la croissance»

Un environnement politique stable est nécessaire pour la santé de l'économie, en Belgique comme à l'échelle européenne. Voilà comment le ministre des Finances Koen Geens envisage 2014, à l'aube d'une grande année électorale. **PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN BURON ET PATRICK CLAERHOUT**

Séparation des banques, fiscalité du livret, sommets européens: la fin de l'année n'aura pas été de tout repos pour le ministre des Finances Koen Geens (CD&V). Malgré une courte nuit, pour cause de négociations sur la nouvelle loi bancaire belge et l'union bancaire européenne, il ne lui faut toutefois pas grand-chose pour retrouver tout son esprit d'analyse. Une petite tartine de confiture, quelques raisins frais, un yaourt et du café suffisent à notre grand argentier pour tracer l'avenir socioéconomique et financier du pays, à cinq mois des élections.

Quel est «le» grand défi qui nous attend en 2014?

On dit généralement, en tous cas Marx, que l'économique prime sur le politique. J'ai néanmoins le sentiment que la stabilité politique sera cruciale pour l'économie en 2014: ce sera une bonne année politique ou ce ne le sera pas. Cela vaut aussi bien pour les Etats-Unis que pour l'Europe ou pour la Belgique. Les politiques arriveront-ils à trouver un équilibre stable et à développer une nouvelle dynamique? C'est la meilleure chose qui puisse arriver pour la conjoncture économique. Chez nous, un nouveau gou-

PROFIL

- Né le 22 janvier 1958 à Brasschaat.
- **Docteur en droit** (diplômé de la KU Leuven et de la Harvard Law School).
- **Professeur de droit des entreprises et de droit financier** à la KU Leuven et cofondateur du cabinet d'avocats Eubelius.
- **De 2007 à 2008:** chef de cabinet du ministre-président flamand Kris Peeters.
- **De juin 2011 à mars 2013:** administrateur de BNP Paribas Fortis.
- **Depuis mars 2013:** ministre des Finances du gouvernement Di Rupo après la démission de Steven Vanackere.



vernement fédéral devra être formé. À l'échelle européenne, un nouveau Parlement et une nouvelle Commission devront être constitués. Seront-ils en mesure de poursuivre dans la même voie? La fragmentation actuelle du paysage politique risque de compliquer les choses. Quand vous voyez ce qui se passe en France ou Grande-Bretagne, il n'est pas exclu qu'une «coalition» anti-européenne de partis très à droite voit le jour. Chez nous, petit pays de 11 millions d'habitants, des résultats totalement différents pourraient sortir des urnes dans les trois régions. Ici aussi, la créativité politique risque d'être mise à rude épreuve.

Vous faites référence en France à Marine Le Pen. Bruxelles et sa rigueur budgétaire ne sont-elles justement pas à l'origine d'une montée des extrémismes en Europe?

La situation économique ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui dans certains pays sans l'Europe. J'ai la profonde conviction qu'il n'y a pas d'alternative, y compris sur le plan de la politique budgétaire. Souvenez-vous des années 1980 et de la spéculation contre le franc belge. Il faut vous imaginer ce que serait la situation aujourd'hui dans des pays comme la Grèce sans une protection européenne. Je ne suis pas un *hard liner*, comme vous le savez. Nous avons peut-être frappé un peu trop fort et pas assez adouci les choses, pas assez investi dans les pays en difficulté. Mais la puissance des marchés n'a fait que s'accroître au cours des dernières décennies. Ils peuvent mettre des pays à genoux. Il fallait trancher dans le vif.

Côté perspectives économiques, la plupart des prévisions font état d'une croissance d'à peine 1,1% pour la zone euro comme pour la Belgique. Dans quelle mesure cette faible croissance pourrait-elle poser problème à long terme? Cela fait maintenant cinq ans que nous sommes quasiment en récession. Ne risque-t-on pas de tomber dans un scénario déflationniste à la japonaise?

Une croissance de l'ordre de 1%, même avec une politique budgétaire très stricte, c'est insuffisant pour compenser à moyen et long termes l'augmentation des dépenses publiques (coût du vieillissement de la population, etc.).

De toute évidence, notre croissance doit s'améliorer. Mais la question est de savoir comment nous pouvons faire la différence en tant que petit pays? Nous sommes encore trop dépendants des exportations vers nos voisins et pas encore assez structurellement connectés avec les économies émergentes. Ce que l'Allemagne a par contre réussi à faire. Cela montre bien qu'en 2014 la

à se limiter à une croissance réelle modérée de ces dépenses de sécurité sociale et, de manière générale, garder les dépenses primaires sous contrôle. Mais il y a une limite inférieure en dessous de laquelle on ne peut pas aller.

Et pour les pensions?

Là, je crois que nous pouvons encore faire des efforts, notamment en augmentant graduellement l'âge du départ

«Je suis partisan d'une réforme fiscale. J'y travaille d'ailleurs beaucoup.»

Belgique doit évoluer pour disposer d'ici quatre ou cinq ans d'un modèle plus durable, si elle veut être capable de faire face aux futures crises économiques. Certes, nous avons fait preuve de beaucoup de résistance durant les dernières années. Le FMI vient encore de le confirmer dans son dernier rapport. Mais ce n'est pas suffisant pour rester concurrentiel à l'avenir.

Est-ce à dire que le gouvernement Di Rupo a fait trop peu?

Non, le gouvernement a fait du bon travail. Nous avons été fortement critiqués par le FMI et la Commission au début. J'ai moi-même été personnellement attaqué par Olli Rehn. Mais les choses ont changé. Nous sommes sortis de la liste grise. Nous faisons partie des pays à suivre: *they are on track*. Parce que nous avons tenu nos promesses: le déficit budgétaire est repassé en dessous des 3% et notre niveau d'endettement est en voie de passer en dessous des 100% du PIB. Malgré la complexité du pays, un certain nombre de réformes structurelles ont été prises. Nous avons aussi réussi à préserver un bon climat social. La population s'en rend compte.

Faut-il encore diminuer le poids de l'Etat dans l'économie?

Le gouvernement fédéral est parvenu au cours des dernières années à réduire l'emploi dans la fonction publique de 12%. Les Régions et les communes font des efforts comparables. Sur le plan de la sécurité sociale, nous sommes parvenus à diminuer la norme de croissance pour la ramener de 4,5 à 1,5%. C'est spectaculaire! Il faut à terme continuer

à la retraite. Si nous parvenions à terme à maintenir la plupart des gens au travail jusqu'à 65 ans, si leur profession le permet, ce serait formidable. Actuellement, seulement 40% des personnes âgées de 55 à 65 ans travaillent. Mais c'était pire voici 10 ans: la proportion s'élevait à peine à 25%. La situation s'est améliorée sur le terrain des prépensions. Cela veut dire que nous avançons. Ce sont des processus qui prennent du temps. Je ne suis pas partisan d'une thérapie de choc. Il vaut mieux selon moi prendre doucement les virages mais de manière décisive.

La réforme fiscale annoncée est-elle «la» solution pour sauver notre modèle économique et social?

Je suis partisan d'une réforme fiscale. J'y travaille d'ailleurs beaucoup. Mais il faut bien voir de quoi on parle. L'impôt des sociétés représente 12 milliards d'euros rentrés fiscaux par an. La sécurité sociale coûte, elle, chaque année 55 milliards d'euros aux entreprises, auxquels il faut ajouter 27 milliards supplémentaires financés par l'Etat. On parle donc d'un ordre de grandeur allant de un à cinq. C'est dire si la marge de manœuvre est faible. Une réforme fiscale de l'impôt des sociétés seule ne permettra pas de résoudre ce problème.

Faut-il absolument abaisser l'impôt des sociétés comme le suggèrent certains?

Une diminution du tarif nominal à 20% accompagnée d'une suppression de toutes les déductions fiscales serait favorable pour un certain nombre d'entreprises, en général les PME. Pour la plu- ➤

BELGIQUE

part des grandes entreprises par contre, le système actuel n'est en général pas si mauvais que cela. C'est pour cela que le Voka (*la fédération patronale flamande, Ndlr*) propose de faire cohabiter les deux systèmes et de laisser le choix aux entreprises. Preuve que les avis divergent au sein même du monde de l'entreprise. La question est aussi de savoir si cette taxation différenciée est possible d'un point de vue budgétaire. Sans compter que ce sera probablement insuffisant pour relancer l'économie.



Ce qui manque aussi pour le moment c'est la confiance. Elle n'est pas encore complètement revenue ni chez les consommateurs et ni chez les investisseurs. Que faut-il faire pour la rétablir?

Beaucoup de gens ont pour le moment de l'argent, mais ne consomment ou n'investissent pas assez. Pour cela, il faut avoir confiance. Mais les gens ont peur. Peur pour leur épargne, peur pour leur pension, etc. La confiance et la peur appartiennent bien souvent à la sphère irrationnelle. Je ne dis pas que ce n'est pas légitime. Mais c'est un sentiment. Et il n'y a pas de recette miracle pour restaurer la confiance. Mais un environnement gouvernemental cohérent et relativement stable peut y contribuer. Il faudra fortement y réfléchir au lendemain des élections.



«Nous vivons dans une époque où il est de bon ton de montrer les dents alors qu'il faut tendre la main.»

Pourquoi est-il si important de maintenir la dette en dessous de la barre des 100% du PIB? Certains vous accusent de fétichisme.

Les marchés financiers sont très sensibles à la dette publique. Souvenez-vous de ce qui s'est passé en 2009 avec le gouvernement Leterme. Le *spread* (*écart de taux, Ndlr*) avec l'Allemagne était énorme. Sur les 104 milliards d'euros de rentrées fiscales, 12 vont au paiement des intérêts de la dette. Avec un taux d'intérêt multiplié par deux, ce montant est doublé. Nous sommes un petit pays. Avec le niveau d'endettement que nous avons, nous ne pouvons pas nous permettre d'être dans le collimateur des marchés financiers. Aussi symbolique soit cette barre des 100%, c'est un signal important que d'aller en-dessous. Ce serait la preuve que la Belgique peut

prendre les mesures budgétaires nécessaires. Il faut poursuivre sa réduction. Je ne veux plus d'une dette publique qui déborde.

En réalité, l'Europe nous oblige à la réduire jusqu'à 60% du PIB d'ici 20 ans. Comment allons-nous faire? Faut-il vendre certains bijoux de famille comme Belfius ou les 10% dans BNP Paribas?

La grosse partie viendra d'une réduction des déficits. C'est la seule bonne manière. D'ici 2016, le budget doit être à l'équilibre. On peut penser à la vente de certains actifs. Il faut alors toujours se poser deux questions quand on veut vendre un actif. D'abord, dans quelle mesure celui-ci est stratégique ou pas? Ensuite, il y a la question du timing: est-ce le bon moment de vendre? J'ai longtemps réfléchi pour la vente des 25% dans BNP Paribas Fortis. En ce qui concerne Belfius, on en est loin. Il faut faire preuve de patience.

A vous entendre, l'Etat n'a pas vocation à être banquier?

Effectivement, je ne pense pas que l'Etat ait encore un rôle à jouer en tant qu'actionnaire d'une banque. Nous avons pris de la distance des institutions financières publiques dans le courant des années 1990: la CGER, le Crédit communal, etc. Il a fallu une dizaine d'années pour que l'Etat revende toutes ses participations. Je ne vois donc pas pour-

quoi nous devrions aujourd'hui soudainement à nouveau jouer un rôle dans le monde bancaire en tant qu'actionnaire. Mais si tel devait malgré tout être le cas, il faudrait alors donner les moyens aux autorités publiques pour pouvoir gérer ces participations financières de manière très active.

Qu'en est-il des nouveaux «stress tests» prévus pour l'an prochain? Nos grandes banques réussiront-elles l'examen?

Je pense que cela va bien se passer. Leur capitalisation et leur liquidité sont pour le moment plutôt bonnes. Diverses mesures structurelles ont été prises par la Banque nationale pour qu'elles s'y préparent très sérieusement.

Confiance donc...

Il est vrai que les banques belges n'ont pas fait état d'un bon bulletin au cours des dernières années mais les dégâts sont encore plus importants en Allemagne et en Espagne. Si tout se passe bien avec Dexia aussi, les caisses de l'Etat ne sortiront pas trop mal de toute cette crise financière.

Craignez-vous un «credit crunch» (resserrement du crédit)?

Non. Mais la connexion entre les banques et les entrepreneurs n'est pas encore complètement rétablie. Les perceptions sont différentes. Les banques estiment qu'elles accordent suffisamment de crédits mais que les dossiers ne sont pas toujours bons.

L'union bancaire se construit petit à petit. L'épargnant-contribuable peut-il vraiment dormir sur ses deux oreilles?

Une nouvelle hiérarchie des perdants a été établie: les actionnaires, puis les créanciers obligataires, ensuite les fonds de résolutions nationaux et les Etats au travers du fonds de secours européen. En cas de nouvelle déconfiture d'une banque, il y a donc suffisamment de niveaux intermédiaires avant que les contribuables et les épargnants ne soient mis à contribution.

Tout de même, 55 milliards d'euros pour ce fonds de secours européen, ce n'est pas grand-chose. Tout au plus peut-on sauver une banque?

Oui, une ou plusieurs dépendant de la taille de la banque. Fortis a été sauvée avec environ 11 milliards d'euros. Cela ne résoudra pas une crise systémique. Mais une crise systémique n'est pas pour tout de suite. J'en suis convaincu.

Une fois les règles renforcées et la confiance revenue, les faillites de banque devront redevenir rares.

Vous présenterez-vous aux élections?

Oui. C'est décidé. Je suis tête de liste pour la Chambre, en Brabant flamand.

Le monde sera-t-il meilleur en 2014?

Oui. Mais je suis un optimiste. La fragilité du monde nous oblige à être solidaires sur tous les plans: militaire, économique, environnemental, etc. Les gens doivent s'aider mutuellement. Si la banque centrale américaine adapte sa politique monétaire, elle doit le faire très prudemment pour éviter de plonger le monde dans un *capital crunch*. L'Allemagne doit rétablir sa balance commerciale si elle veut éviter des déséquilibres néfastes. Nous dépendons tous très fort les uns des autres. L'égoïsme de groupe n'est plus possible par les temps qui courent. Cela ne fait qu'engendrer des frustrations. Il n'est plus possible de résoudre un problème en plongeant seul dedans. Il faut tenir compte des autres. Nous vivons dans une époque où il est de bon ton de montrer les dents alors qu'il faut tendre la main. Cela demande d'être civilisé et beaucoup de discipline de la part des grands de ce monde. C'est aussi un des grands défis de 2014. ☉



PHOTOS: IMAGE GLOBE / CHRISTOPHE KETELS